



Présidence de la République

**DISCOURS DE SE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
CHEF DE L'ETAT**

**M. ALI BONGO ONDIMBA**

**A L'OCCASION DE LA FÊTE DE L'INDEPENDANCE  
*17 AOUT 2022***

Gabonaises, Gabonais,  
Mes très chers compatriotes,

Il y a bien des années, mon père, feu le Président Omar Bongo Ondimba, me raconta l'histoire d'un seigneur japonais. Au crépuscule de sa vie, celui-ci fit venir trois de ses enfants. Il leur donna à chacun une flèche et leur demanda de la briser. Ce qu'ils firent sans la moindre difficulté.

Le vieil homme prit ensuite trois autres flèches, les attacha entre elles et demanda, tour à tour, à chacun de ses trois fils de briser l'assemblage.

Malgré leurs efforts, aucun des trois fils n'y parvint. Leur père leur dit alors : « *Si vous restez unis notre camp survivra, mais si vous vous désunissez alors il périra.* »

Cette histoire nous rappelle que « l'Union fait la force ! »

En ce 17 août 2022, jour de fête au Gabon, où nous célébrons le 62<sup>ème</sup> anniversaire de notre Indépendance, cette histoire résonne en moi comme au premier jour. Car l'Union est le premier des trois termes de notre devise. C'est d'elle que nous puisons, collectivement notre force. Elle est l'antidote au poison de la division ; qu'elle soit ethnique, religieuse ou politique. Gardons toujours à l'esprit que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous divise.

Si nous restons unis, que nous regardons dans la même direction, alors rien ne nous sera impossible.

Pour nous développer en tant que pays, prospérer en tant que Nation, nous avons besoin de tout le monde.

Gabonaises, Gabonais,  
Mes très chers compatriotes,

*« Le politicien suit le peuple. Mais le peuple suit l'homme d'Etat ».* En tant que chef de l'Etat, garant de l'Unité de la Nation, il m'appartient de montrer

la direction à suivre. De faire en sorte que nos concitoyens, tous nos concitoyens, suivent ce chemin et que personne, je dis bien personne, ne soit laissé de côté.

Pour parvenir à faire du Gabon un pays harmonieusement développé, où les besoins de base sont satisfaits et l'avenir de nos enfants garanti, il y a différentes étapes à franchir.

La première, et la plus importante à mes yeux, de ces étapes est celle de l'emploi. L'emploi, c'est la clé de voûte de mon projet, mon absolue priorité. Car tout le reste, ou presque, en découle. En ce domaine, mon objectif n'a pas varié : je vise le plein emploi. Malgré les difficultés, je sais que nous y parviendrons. Pour cela, je ne ménagerai aucun effort. Car l'avenir de nos jeunes, et du pays tout entier, en dépend.

Notre système de formation a d'ores et déjà été réformé dans le but de mieux former nos jeunes par rapport aux métiers, aux emplois disponibles dans notre pays. J'ai également demandé au Gouvernement de réfléchir à un dispositif qui permettra aux Gabonaises et Gabonais méritants et volontaires, de devenir indépendants

financièrement et de s'épanouir pleinement. Ce dispositif n'a rien de cosmétique. Il n'a pas vocation à créer quelques dizaines, voire quelques centaines d'emplois. Il a pour ambition de créer plus de 100 000 auto-entrepreneurs ! Il est grand temps, en effet, de changer de braquet et de passer à la vitesse supérieure.

La seconde étape-clé est l'éducation. Pour atteindre nos objectifs en matière d'emploi, l'éducation a un rôle clé à jouer. En ce domaine aussi, nous ne tarissons pas d'efforts. Conséquence de la réforme de l'enseignement professionnel et technique que je viens d'évoquer, deux des trois centres de formation, celui de Nkok et celui de Mvengue, sont désormais actifs. Quant au troisième, celui de Ntchengue, il va prochainement entrer en fonction. En parallèle, la construction de nouvelles écoles se poursuit. Dès la rentrée prochaine, ce sont environ 10.000 nouvelles places au primaire et au secondaire qui seront disponibles dans le pays. Cet effort, non seulement il sera poursuivi mais il sera intensifié pour qu'à la rentrée 2023, 20.000 places supplémentaires soient créées pour nos enfants.

A ce sujet, je vous annonce que, afin d'accompagner les familles dans une préparation sereine de la rentrée, l'allocation de rentrée scolaire sera versée aux parents d'ici la fin du mois d'août. A cette première mesure, j'en ajoute une seconde : le retour du transport scolaire gratuit dans les prochaines semaines.

Tout cela, je le fais pour vous soulager, soulager les familles. Mais permettez-moi de rappeler que si l'instruction est largement l'affaire de l'école, l'éducation est l'affaire de tous, à commencer par les familles. Être parent, c'est une grande responsabilité. J'en sais quelque chose. Nos enfants sont ce que nous avons de plus précieux. C'est pourquoi nous devons les protéger face aux dangers, dans le monde réel, comme dans le monde virtuel. Je fais référence ici aux réseaux sociaux qui, entre autres dérives, ont aggravé le phénomène de harcèlement. Face à ces dangers, l'Etat prend ses responsabilités. Mais il revient également aux familles de prendre les leurs.

Mes chers compatriotes,

La santé, comme l'emploi et l'éducation, est également une priorité. La Covid-19, qui n'a pas disparu, a montré notre grande capacité à nous organiser en ce domaine. Cet élan est aujourd'hui poursuivi et amplifié. La réforme de l'Office Pharmaceutique National a été menée avec succès. Elle a permis de rendre disponibles une quantité de médicaments en tout point du pays.

Cette année, 23 structures sanitaires et sociales ont bénéficié de travaux d'extension et de modernisation. Au cours de la prochaine année, nous injecterons plus de 6 milliards 300 millions de francs CFA afin qu'une trentaine de centres de santé, outil privilégié de la médecine de proximité, soient rénovés et modernisés, permettant ainsi d'améliorer la couverture médicale dans tout le pays.

Enfin, la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), tout comme la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), deux piliers de notre système social, font actuellement

l'objet d'une restructuration afin de garantir leur solidité, leur viabilité et leur pérennité.

L'objectif à terme, une fois cette consolidation achevée, est d'étendre et d'améliorer votre couverture sociale.

Au-delà de l'emploi, de l'éducation et de la santé, vous avez, je le sais, mes chers compatriotes, bien d'autres préoccupations. La vie chère en fait partie. En ce domaine également, nous n'avons pas ménagé nos efforts. Ces derniers mois, face à une inflation galopante au niveau mondial, une série de mesures ont été prises au Gabon afin de freiner la hausse des prix et réduire le coût de la vie. Pour vous soutenir, l'Etat a injecté plus de 83 milliards de francs CFA. Les subventions à la pompe ont permis de maintenir le prix du litre de gasoil à 585 francs et celui du litre d'essence à 605 francs. Si nous avions laissé faire, ceux-ci auraient probablement grimpé au-delà de 1.000 Francs CFA.

Parallèlement, sur toute autre série de produits de première nécessité, l'Etat a injecté des milliards



de francs CFA additionnels afin que les prix demeurent bloqués et que plusieurs produits de grande consommation demeurent abordables pour tous. Tel est le cas du pain, du riz ou encore de la bouteille de gaz.

Face à certaines dérives, j'ai instruit que le contrôle des prix soit fortement renforcé afin que les efforts consentis par l'Etat vous bénéficient pleinement et ne profitent pas à quelques spéculateurs.

Passée cette étape dans laquelle il a fallu intervenir en urgence, j'ai demandé au Gouvernement d'amplifier son effort pour lutter contre la vie chère mais en ciblant davantage notre soutien de sorte que ceux qui en ont le plus besoin en bénéficient davantage. Un exemple. Jusqu'à présent, la subvention sur l'essence bénéficie autant à un directeur d'administration ou à un patron de grande entreprise qui conduit une grosse cylindrée qu'à un père de famille plus modeste. Ce n'est pas équitable. C'est pourquoi je ferai en sorte que plus de justice sociale soit injectée dans le système.

Dans le même esprit et pour continuer d'aider les ménages les plus modestes, j'ai décidé, malgré la fin des mesures liées à la pandémie de covid-19, que le transport gratuit sera renouvelé et même renforcé dans l'année qui vient. Pour les Gabonais les moins favorisés, cela représente une économie non-négligeable, et donc un gain de pouvoir d'achat important.

Gabonaises, Gabonais,

Vous déplacer figure aussi parmi vos grandes préoccupations du moment. Mais comment le faire quand certaines routes sont délabrées ? C'est pourquoi nous avons lancé un vaste programme de réhabilitation des voies, en particulier dans le Grand Libreville. Cette année, ce sont plus de 20 km de routes qui ont été réhabilités. D'ici août 2023, une enveloppe de plus de 50 milliards permettra la réalisation de nouveaux tronçons aussi bien dans le Grand Libreville que dans les agglomérations de l'intérieur du pays. C'est aussi à ce moment-là,

conformément au calendrier qui a été arrêté, que la voie de contournement de l'aéroport de Libreville, ainsi que la Transgabonaise, l'une des plus grandes infrastructures routières d'Afrique, seront livrées.

L'eau et l'électricité sont aussi des éléments indispensables à la vie quotidienne. Les chantiers d'amélioration de la desserte en eau et en électricité se sont multipliés, à Libreville comme ailleurs dans le pays. Sur le volet eau, depuis mars 2021, plus de 120 kilomètres de canalisations ont été rénovés et 200 kilomètres sont encore à venir afin d'améliorer la vie de plus de 300 mille de nos concitoyens dans le Grand Libreville.

Sur le volet électricité en 2021, des travaux d'extension, de réhabilitation et de raccordement au réseau ont été livrés dans sept des neuf provinces du pays. Au moment où je vous parle, d'autres chantiers sont en cours dans toutes les provinces afin d'améliorer significativement la desserte en eau et en électricité.

Sachez, mes chers compatriotes, que je n'ignore rien de vos conditions de vie, de vos préoccupations, de vos difficultés. Ce sont elles qui guident mon action. C'est en elles que je puise ma motivation pour, chaque jour redoubler d'effort à la tâche.

Mais, et je vous le dis en toute franchise, tous ces efforts seront vains tant que nous n'aurons pas éradiqué ce fléau, cette gangrène, ce cancer que constitue la corruption dans notre société.

La corruption entrave le développement de notre pays. Elle mine la cohésion de notre société. Elle annihile toute idée d'exemplarité sans laquelle il n'y a de véritable autorité.

C'est pourquoi je suis déterminé à lutter avec la plus grande fermeté contre ce Mal absolu. Un mal qui gangrène l'ensemble de la société, du bas jusqu'au sommet comme l'a montré l'actualité judiciaire la plus récente. Elle n'épargne pas ceux qui ont un devoir renforcé d'exemplarité. Je veux parler de nos forces de l'ordre, singulièrement de nos policiers. Je n'ignore rien de certaines

pratiques intolérables qui ont cours dans les rues de la capitale et dans les grandes villes du pays. A ce sujet, j'ai à nouveau donné il y a quelques jours des consignes d'extrême fermeté. Pour que les quelques brebis galeuses soient sanctionnées et séparées du reste du troupeau. L'attitude inacceptable et condamnable de quelques-uns ne saurait jeter l'opprobre sur la grande majorité. Vis-à-vis de ceux qui enfreignent la loi, qui foulent au pied la déontologie professionnelle, il faut être d'une extrême sévérité. Je veillerai à ce que ce soit le cas.

Car nos policiers, et nos forces de l'ordre d'une manière générale, doivent se concentrer sur leur mission. Une mission impérieuse : assurer notre sécurité. La sécurité est la première des libertés. Sans elle, les autres ne peuvent exister. Face à l'insécurité grandissante dans certains quartiers de la capitale et des grandes localités du pays, j'ai également instruit le gouvernement de faire preuve d'une extrême rigueur. Police et Justice doivent travailler main dans la main, et d'une main de fer, pour mettre les délinquants et les

criminels hors d'état de nuire. Ce point également, je le suis personnellement de près.

De même que nos efforts seront vains si nous ne luttons pas collectivement contre la corruption, ils seront vains pour développer notre pays si chacun n'y prend pas sa part. Le Gabon est notre « bien commun ». Et le bien commun, c'est l'affaire partagée de l'Etat et de la population. Nous devons donc veiller, chacun, à le préserver. L'Etat fait sa part. Je fais ma part du travail. Chacun d'entre vous doit faire la sienne. Comment ? Par exemple, en faisant preuve de civisme ; en respectant les règles de vie commune. Ce sont les petits gestes du quotidien qui permettent d'obtenir de grands résultats. Il n'y a pas d'un côté l'Etat, de l'autre la population. Nous sommes tous dans le même bateau ; et nous naviguons dans la même direction.

Gabonaises, Gabonais,  
Mes très chers compatriotes,

Il nous reste encore tellement à faire, tellement à accomplir. Pour créer des emplois de qualité en nombre suffisant, améliorer notre système d'éducation et de santé ou l'état de nos routes, réduire les coupures d'eau et d'électricité, lutter contre la vie chère et la corruption, assurer la sécurité partout au Gabon.

Mais dans le même temps je ressens une certaine fierté. Cette fierté, je la tire du travail accompli. Car en l'espace de treize ans, notre pays a énormément progressé. Il est, à bien des égards, perçu comme un modèle partout en Afrique. Ailleurs dans le monde, il est considéré comme un partenaire fiable et influent sur lequel la communauté internationale peut compter. C'est le cas en particulier en matière de lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement, mais aussi d'égalité homme-femme ou de contribution à la paix et à la stabilité du monde comme en témoigne le siège que nous occupons actuellement au Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais si je suis fier du travail accompli, jamais je ne m'en satisferai, jamais, je ne m'en contenterai. Car pour mon pays, pour le Gabon, il n'y a aucune limite à mes ambitions. Il faut dire que nous, les Gabonais, aimons « rêver grand ». Nous avons de grandes ambitions, de grandes aspirations. Peut-être sont-elles parfois trop élevées ? Je dois à la vérité de dire que mon propre gouvernement a, par le passé, fait des promesses que nous n'avons pas toujours été en mesure de tenir. Des projets ont été commencés et jamais terminés. Fait qui ne se produira plus.

Mais l'ambition, ne l'oublions jamais, est un moteur pour l'action. Que dirait-on si je manquais d'ambition pour le Gabon ! Et, pour citer un écrivain célèbre, « *il faut toujours viser la lune, car même en cas d'échec, on atterrit dans les étoiles.* »

C'est pourquoi, mes chers compatriotes, je continuerai dans les mois et années à venir à nourrir des ambitions, de grandes ambitions, pour le Gabon. En faisant preuve de pragmatisme, mais aussi d'abnégation. Car, pour



être réellement efficace, une action doit être inscrite dans la durée.

Je continuerai donc à me tenir à vos côtés, en particulier aux côtés des plus défavorisés, de ceux qui souffrent. Jamais je ne vous abandonnerai.

Bonne fête de l'Indépendance à toutes et à tous.

Que Dieu vous garde.

Que Dieu garde notre Pays.

Je vous remercie.